



Caterpillar, ST Microelectronics, Tyco, Schneider, Arkema-Total, SEB-Calor, Valeo, A.Raymond, ...

Ensemble, faisons reculer les licencieurs et la politique qui les encourage !

Les annonces de plans de suppressions d'emploi, de mise au chômage partiel se multiplient. Notre agglomération est lourdement frappée. Chez Caterpillar (Echirolles & Grenoble), après avoir contraint les salariés à rester à la maison pendant de nombreuses semaines avec 40% de perte de salaires, la direction veut licencier 733 salariés. Plus de 200 sont aussi menacés chez Tyco (électronique pour l'automobile à Chapareillan), 95 chez Calor (Pont-Evêque), 73 chez Arkema-Total (Jarrie), etc. Chez ST Microelectronics, la direction vient aussi d'annoncer 4 semaines de chômage et des licenciements.

Pour Sarkozy, à la télévision le 5 février, on ne pourrait que subir face à la « crise du siècle » qui s'abat sur nous, « venue de l'extérieur ». Elle a bon dos, la crise !

En vérité, les groupes capitalistes et le gouvernement utilisent *leur crise* pour faire payer une deuxième fois les salariés, après des années de pressions sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, de restriction des dépenses publiques et sociales. Ils veulent continuer la même politique que celle qui est à l'origine de la crise.

Les usines iséroises de Caterpillar comptent parmi les plus performantes du monde. Ce sont des fleurons de l'industrie grenobloise. Des gains de productivité considérables ont été obtenus ces dernières années avec la sueur des ouvriers, grâce à leur savoir faire et à leur intelligence. Ils sont loin de s'y être retrouvés au niveau des salaires. Contrairement aux actionnaires !

La « crise » entraîne une baisse du *carnet* de commande, momentanée. La direction anticipe et élimine du personnel pour maintenir ses marges et pour pressurer encore davantage les salariés restants. La tentative de chantage au maintien d'une partie des emplois contre une dégradation des horaires le montre.

Doit-on accepter ces choix comme une fatalité ? **Non !**

Depuis que les gouvernements, depuis 1992, ont permis à Total de prendre le contrôle d'Elf privatisée, le champion du CAC40 s'emploie à se débarrasser des activités non liées au pétrole et à l'énergie, jugées insuffisamment juteuses, notamment la chimie d'Atochem, devenue Arkema.

Doit-on accepter que Total, qui vient d'enregistrer les hauts profits de l'histoire de la bourse, 13,9 milliards d'euros en 2008, qui a versé 6 milliards d'euros à ses actionnaires l'an dernier, continue à liquider l'industrie chimique française, en prétextant la « crise » ? **Non !**

SEB, maison-mère de Calor, a enregistré une hausse de 8% de ses marges l'an dernier. Pourquoi licencier à Pont-Evêque ? Pour délocaliser une nouvelle partie de la production, réimportée, en l'occurrence en Chine.

Parmi les équipementiers automobiles, Tyco cache à peine son intention, quelques mois après avoir fermé le site de Chapareillan, d'en ouvrir un autre en Europe de l'est, alors que les principaux clients de ses productions françaises sont Renault et PSA.

Doit-on accepter la mise en concurrence des salariés du monde, les délocalisations, les pressions qu'elles permettent sur les salariés en France, le tout au profit des capitalistes, comme une conséquence inévitable de *leur* mondialisation ? **Non !**

Alors, que faire ?

A la télévision, Sarkozy a tenté de se dérober pour continuer la même politique dont les salariés paient la note en France comme dans l'Isère:

- Rien sur les salaires mais l'annonce de dispositions facilitant l'usage du chômage partiel

pour les patrons.

- Rien contre les licenciements mais des aides massives aux licenciés : 6 milliards d'euros pour les groupes automobiles, sans condition de relocalisation des productions des constructeurs et des équipementiers. Sans parler du renflouement des banques.

- L'annonce de la suppression de la taxe professionnelle représente un cadeau aux patrons, non pas de 8 milliards d'euros, mais d'au moins 15 milliards. Qui paiera à leur place ? Les collectivités locales, c'est-à-dire les contribuables locaux, les salariés. Sarkozy fait le choix d'aller plus loin dans le dumping social, dans la logique de la concurrence et des délocalisations.

Le monde du travail a la force d'imposer d'autres choix ! TOUS DEBOUT, ENSEMBLE, DANS LA LUTTE, L'ACTION ET LA PRISE DE PAROLE !

Le 29 janvier, nous avons été 2,5 millions à faire grève et à manifester dans tout le pays, salariés du privé, du public, retraités, étudiants ensemble. 60.000 à Grenoble. Les travailleurs se défendent, défendent leur travail, leur dignité. Ils mettent directement en cause la politique du gouvernement.

C'est une force considérable. Sarkozy et le Medef en ont peur.

Communistes, militants dans les entreprises, dans les quartiers, nous mettons toute notre énergie à consolider ce rassemblement, à développer les convergences de lutte, à faire des propositions, pour une alternative politique tout de suite partant des luttes et des revendications.

Nous voulons créer dès maintenant un front populaire à la base pour lutter contre le grand patronat, la grande bourgeoisie et leurs représentants politiques.

Dans les bassins d'emplois de l'Isère, nous contribuons à étendre la mobilisation, le rassemblement face à toutes les entreprises de division :

D'un atelier ou d'un service à l'autre, d'une entreprise à une autre, comme salarié ou comme habitant de localité menacée par le chômage et ses conséquences, nous avons les mêmes intérêts. Face à notre rassemblement, les patrons ne font pas ce qu'ils veulent parce qu'ils ont besoin de notre travail. Amenons les élus, même les complices de la politique du pouvoir, à s'engager contre les licenciements ! Les licenciés ont touché des dizaines de millions d'euros d'aides publiques. Qu'ils les rendent ou cessent d'en toucher !

Au plan national, le rapport de force existe :

Pour gagner entre autres :

- un droit de veto sur les plans de suppressions d'emploi
- l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique (santé, école...), retrait du projet de loi sur «la mobilité des fonctionnaires», et des lois Péresse et Bachelot...
- le SMIC à 1500 euros net, 300 euros net d'augmentation des salaires et des minimas sociaux
- augmentation des pensions de retraite après des années de baisse du pouvoir d'achat.
- Une baisse des prix, notamment des produits de première nécessité par la baisse de la TVA, des tarifs des services publics (gaz, électricité...).
- un véritable plan de défense et de développement de l'industrie, sanctionnant les délocalisations, impliquant des relocalisations, reconstituant la cohérence des filières, promouvant la formation et la recherche...
- Assez de milliards balancés vers le profit, exigeons une appropriation sociale et démocratique des grands groupes bancaires, financiers, industriels et de services.

**DE LA RICHESSE, IL Y EN A, C'EST NOUS QUI LA
CREEONS, ELLE NOUS APPARTIENT A TOUS !**

ORGANISEZ VOTRE COLERE : ADHEREZ AU PCF !

Adhérez au PCF ! Rejoignez les communistes de St Martin d'Hères, Poisat, Gières, Venon...

NOM:Prénom.....

Adresse:

Téléphone/Courrier électronique:

Retourner à PCF, 6 rue Gérard-Philippe, 38400 St Martin d'Hères, Tél: 04 76 01 81 38